

Fin les trésoreries, les usagers paieront le prix

Les trésoreries de Bouaye, Derval, Mindin et Montoir-de-Bretagne doivent fermer en janvier 2018. Agents, syndicats et élus locaux craignent pour le maintien du service public en zone rurale.

La mobilisation

« Ce n'est pas tant à cause de notre situation personnelle que l'on proteste, pose d'emblée Manuella Boisseau, l'une des salariées de la trésorerie de Derval. Nous serons réaffectés soit à la trésorerie de Châteaubriant, soit à celle de Nort-sur-Erdre. Ce que l'on veut, c'est le maintien d'un service public de proximité. »

La perspective de fermer guichet exaspère les agents de la trésorerie qui, à six dont un renfort permanent, s'estiment déjà en sous-effectif pour mener à bien les tâches qui leur sont confiées. « Ce bureau accueille 2 000 personnes par an, que ce soit pour du conseil ou des opérations de recouvrement, pointe Marc Lerbey, représentant du syndicat Solidaires finances publiques. Quand les gens ont un problème, ils ont besoin d'en parler à quelqu'un, pas de passer par un site Internet ou une plateforme téléphonique ! »

Désertification rurale

La trésorerie de Derval n'est pas seule concernée dans le département : celles de Bouaye, Mindin (établissements médico-sociaux, à Saint-Brevin-les-Pins) et Montoir-de-Bretagne devront aussi baisser rideau en janvier 2018. « Mais c'est peut-être le cas de Derval qui est le plus emblématique, poursuit Chrystelle Tonnelier, pour FO DGFIP. On cherche à désertifier le nord du département ! »



Syndicats et employés de la trésorerie de Derval sont vent debout contre la fermeture annoncée de l'agence locale ainsi que celle de trois autres trésoreries en Loire-Atlantique : Bouaye, Mindin et Montoir-de-Bretagne.

CFDT, finances publiques partagent ces inquiétudes – toutes les trésoreries rurales seraient, à terme, menacées. « Ces choix politiques ne tiennent pas compte des usagers, déplorent les syndicalistes. On essaie de concentrer tous les services dans les grands centres urbains. »

Une évolution qui indigne les élus des communes dépendant de ces trésoreries rurales. « On n'arrête pas

territoires ruraux, s'agace ainsi Jean Gavaland, maire de Lusanger. Je ne vois pas comment nos communes pourraient être attractantes si leurs services disparaissent un à un ! Il ne faut pas s'imaginer que l'information est accessible à tous ni que les habitants pourront toujours se déplacer. »

finances publiques, qui envisage de les rencontrer le 9 novembre. « La trésorerie de Derval était déjà sur la sellette en 2008, se souvient Marc Lerbey. À l'époque, la mobilisation des élus avait permis de sauver le site... » Une pétition a été déposée dans les mairies et est accessible sur Internet.

Marie LENGLET.

de ces communes dépendant de ces trésoreries rurales. « On n'arrête pas

territoires ruraux, s'agace ainsi Jean Gavaland, maire de Lusanger. Je ne vois pas comment nos communes pourraient être attractantes si leurs services disparaissent un à un ! Il ne faut pas s'imaginer que l'information est accessible à tous ni que les habitants pourront toujours se déplacer. »

finances publiques, qui envisage de les rencontrer le 9 novembre. « La trésorerie de Derval était déjà sur la sellette en 2008, se souvient Marc Lerbey. À l'époque, la mobilisation des élus avait permis de sauver le site... » Une pétition a été déposée dans les mairies et est accessible sur Internet.

(La